

Jean Desessard

Candidat à la candidature à l'élection présidentielle de mars 2007

Chères et chers ami.e.s,

Aux journées d'été de Grenoble, j'ai présenté, devant les militants, ma candidature pour représenter les Verts à la Présidentielle de 2007, afin de proposer une réponse politique au résultat du référendum du 29 mai et à la gravité de la crise sociale, que les événements dans les banlieues ont encore confirmé. Aujourd'hui, je la réaffirme par ce courrier.

Le 29 mai, l'électorat de gauche, et principalement les couches populaires, s'est mobilisé pour exprimer une immense détresse sociale. Le vote « Non au TCE » a exprimé un refus des politiques économiques et sociales menées ces dernières années. N'hésitons pas à l'affirmer, il s'agit d'un vote de classe. Il ne s'agit pas d'une péripétie, qui serait due à un manque d'information ; au contraire, jamais le débat n'a été aussi intense, dans les cafés, les usines, les bureaux, les fachs, les foyers.

Pour la majorité des Verts, c'est un fait entendu, le traité constitutionnel était d'essence libérale, principalement dans sa troisième partie.

Pour justifier l'approbation d'un traité qui figeait les politiques publiques, c'était « le TCE ou le Traité de Nice », nous a-t-on répété.... En tant que Vert, et de par, mon parcours politique, je ne pouvais accepter d'être enfermé dans une telle réduction, à un tel non choix. Il faut parfois claquer la porte et j'ai choisi, comme nombre d'entre nous, de dire non au référendum.

« Oui » et « non » de gauche ne sont donc pas irréconciliables, mais ils renvoient à des différences stratégiques fondamentales. Il serait absurde de les nier, car elles reviendraient sous une forme ou sous une autre.

La différence n'est pas simplement stratégique, mais également idéologique. Peut-on croire que, dans un système capitaliste mondialisé, les lois du marché amènent d'elles-mêmes un progrès social pour les plus défavorisés ?

Refuser ce débat, c'est condamner les Verts à l'inexistence sur l'échiquier politique. Ce que je propose aux Verts, c'est donc de revenir au cœur de la gauche.

Ma candidature est un message aux électeurs de gauche qui avaient placé tant d'espoirs en nous : « Non, les Verts n'ont pas renoncé à changer le monde ! »

Aujourd'hui, si l'on se reconnaît dans les valeurs fondamentales des Verts, être réaliste, c'est tenir compte de la réalité sociale et d'organiser la résistance à l'ultralibéralisme économique.

A contrario, accompagner le modèle social libéral, c'est renoncer de fait aux valeurs fondamentales de l'écologie.

Ma candidature se situe dans cette volonté d'un Parti Vert de transformation qui de toute sa force s'opposera à la logique libérale et productiviste.

La politique soi-disant réaliste se contente de discours, à la limite extrêmement radicaux, avant de se couler dans une laborieuse gestion d'accompagnement au quotidien. A cet égard, notre parti souffre de n'avoir jamais tiré le bilan politique du gouvernement Jospin et de notre participation gouvernementale.

Cette stratégie d'accompagnement sous-tend la démarche de certains leaders Verts. Elle consiste à exprimer de généreuses revendications, de saintes indignations, mais à agir dans le cadre du système actuel, en demandant aux sociaux-démocrates de nous laisser une petite place à leurs côtés. Dans cette démarche, le PS vampirise l'action et la lisibilité des Verts aussi bien dans le partage des responsabilités que dans la récupération des éléments programmatiques.

Même dans une situation électorale et institutionnelle plus confortable, les Verts Allemands ou Wallons, ont abouti, au bout de quelques années de pouvoir, aux limites des politiques d'accompagnement.

Nos succès électoraux sont à double tranchant. Nous n'avons quasiment plus de militants, nous n'avons quasiment plus que des élus. Et cela pèse sur nos stratégies et notre fonctionnement.

Evidemment et heureusement, les élus Verts travaillent, et même plus que d'autres élus. Les élus réparent, les élus soignent, les élus retardent l'arrivée du grand chambardement, mais est-ce seulement cela le projet écologiste : panser les plaies ?

La question cruciale reste posée. L'écart entre les plus pauvres et les plus riches se réduit-il ? Le monde ne court-il pas à vitesse accélérée à la catastrophe écologique ? Les Verts changent-ils le monde ?

Aujourd'hui, nous avons besoin de lisibilité sur le projet. Car les Verts sont quasi-inaudibles. Le grand public sait que nous refusons le nucléaire. Mais qui connaît nos propositions en matière d'énergie ? Nous manifestons avec le DAL, mais qui connaît nos solutions en matière de logement ? Faire connaître nos propositions et les rendre crédibles : voilà nos deux urgences.

Construire un parti de transformation nécessite de sortir l'écologie du ghetto environnementaliste dans lequel les médias adorent nous enfermer. Cela suppose de dégager des priorités claires, et donc parfois de bousculer les consensus confortables de nos commissions ou groupes de travail thématiques.

Dans ce courrier de présentation, je me limiterai à quelques priorités.

- Tout d'abord, il faudra trancher par rapport au « protectionnisme » économique, qu'il soit européen dans le cadre d'une Europe sociale ou dans le cadre existant de l'Etat nation français. Pour ma part, je suis pour la mise en place de taxations fiscales (ou interdictions) aussi bien environnementales que sociales qui incorporent le prix écologique des transports aux produits qui traversent la planète pour favoriser le rapprochement du lieu de production du lieu de consommation, que ce soit pour les biens manufacturés ou les services.

- Travaillons à l'élaboration d'un traité européen, qui harmonise la fiscalité des entreprises, les régimes sociaux et les minima salariaux et sociaux... Dans cette attente, la construction de l'Europe Politique doit se poursuivre dans le cadre de coopérations renforcées.
- Il devient urgent de redéfinir la notion de services publics et les moyens nécessaires à leur mise en oeuvre et la part que nous souhaitons réserver à l'économie solidaire et sociale. Et défendre des positions cohérentes, en France comme en Europe, par exemple contre la libéralisation du rail.
- Par rapport aux prestations sociales et aux prélèvements sociaux, je suis pour que les Verts prennent nettement position pour le revenu d'existence citoyen, pour un transfert de certaines cotisations vers les taxes sur l'énergie ou vers la TVA sociale (défendue par la commission économie des Verts, au début des années 90, puis oubliée...), pour un système de retraite progressif.
- Si notre programme de défense de l'environnement est maintenant au point, il conviendra d'en arriver aux chiffrages et aux propositions concrètes. Sur les énergies, à partir d'un discours unanime sur l'épuisement des ressources naturelles et la sortie du nucléaire, les Verts n'ont pas de calendrier précis alternatif. Face à ce flou propositionnel, chacun bricole.
- Il conviendra d'élaborer les mesures fiscales que nous souhaitons mettre en oeuvre pour financer notre politique sociale. Notre volonté de combattre l'insécurité sociale, d'assurer un revenu minimum, le droit au logement, auront des répercussions budgétaires qu'il faut dès maintenant prendre en compte.
- Notre critique des institutions ne peut se limiter à la demande de la mise en place de la proportionnelle, et encore, laquelle ? De même, il conviendra de revisiter les concepts de démocratie représentative et de démocratie participative. Tout un corps de propositions doit préciser notre objectif de 6^{ème} République.
- Enfin, il sera prioritaire de faire le bilan des politiques de droite comme de gauche en matière de politique de la ville, de prévention et de sécurité. Il conviendra d'analyser les résultats de l'« accompagnement social », du saupoudrage de subventions et de faire des propositions fortes de transformation sociales, économiques et éducatives.

La prise de conscience écologique est maintenant largement partagée par les opinions publiques, et ce au niveau mondial. Face au désordre créé par le libéralisme au niveau international, à la généralisation de la dégradation, l'attente est forte pour de nouvelles propositions.

De par leur audience, leur analyse, leur réseau international, les Verts peuvent jouer ce rôle de premier plan.

Je suis prêt à relever le défi et c'est pourquoi je présente ma candidature. Si vous partagez les grandes lignes du projet que je viens de tracer, je vous invite à y apporter votre soutien.

Bien amicalement,

Jean Desessard

Le 5 décembre 2005

A handwritten signature in blue ink that reads "Jean Desessard". The signature is written in a cursive style and is positioned above a horizontal line.

Formulaire de Soutien

à renvoyer à : Jean Desessard - 14, rue de Condé - 75006 PARIS

NOM et Prénom :

Adresse :

Tel perso ou portable :

Email :

- Souhaite apporter mon soutien à la candidature de Jean Desessard
- Souhaite recevoir des informations complémentaires et rester en contact

Date et Signature